

**ILS ONT SUIVI LEURS ÉTUDES DANS  
LES UNIVERSITÉS ÉGYPTIENNES  
Les diplômés algériens  
réclament le certificat  
d'équivalence**

Une quarantaine de jeunes diplômés algériens des universités égyptiennes se sont rassemblés, hier, devant le ministère de l'Enseignement supérieur, à Alger. Diplômés en droit, communication, économie, sciences sociales, psychologie, de l'Institut des recherches et des études arabes, affilié à la Ligue arabe, ces universitaires revendiquent l'établissement du certificat d'équivalence pour leur diplôme. Après trois années d'études pour certains et quatre années pour d'autres, les diplômés des universités égyptiennes se retrouvent «recalés».

«Nous sommes 120 diplômés des universités égyptienne issus des promotions 2008, 2009 et 2010. Depuis l'obtention de nos diplômes, nous n'avons cessé de réclamer le certificat d'équivalence mais le ministère refuse toujours de nous le délivrer», expliquent-ils. Ces universitaires ont été régulièrement sommés de fournir des certificats d'équivalence établis par le Haut-Conseil des universités égyptiennes. «Une fois le dudit document obtenu, le ministère de l'Enseignement supérieur algérien l'a rejeté. Pourtant, ce certificat est reconnu ailleurs et même aux Etats-Unis», affirme l'un des diplômés concernés.

Décidés à ne pas lâcher prise, ces diplômés se présentent tous les jeudi et lundi, jours de réception au ministère, pour revendiquer leur droit. «Aujourd'hui, on nous a demandé de désigner des délégués pour nous représenter au ministère mais à la fin, ils ont refusé de les recevoir. D'ailleurs, vous avez vu vous-même comment ils ont été menacés et chassés de force de la cour du ministère par les policiers», dira Khaled, un jeune diplômé en droit. Un scénario qui, selon eux, se répète depuis trois ans.

«Nous avons été réprimés et brutalisés par la police», dit-il. En effet, un dispositif important des forces de l'ordre a été déployé devant le siège du ministère de l'Enseignement supérieur. D'ailleurs, les jeunes diplômés affirment qu'en janvier dernier, ils ont été tabassés par la police avant d'être conduits au poste de police «pour nous humilier davantage», dira l'un d'eux. «Les étudiants qui n'ont pas terminé leurs études en Égypte ont été intégrés dans les universités algériennes et nous qui avons terminé nos études, les autorités concernées refusent de nous délivrer l'équivalence de nos diplômes. Pourquoi ?», s'interroge-t-ils. Il précise que juste après les évènements du match Algérie-Égypte, «1 900 dossiers ont été déposés et traités en 20 jours pour réintégrer 1 300 étudiants algériens inscrits dans différentes universités égyptiennes. Nous, nous ne sommes que 120 diplômés universitaires et nos dossiers traînent pour la plupart depuis trois ans». Khaled, Abdelaziz et Ahmed ajoutent : «En février 2010, un membre du Conseil des équivalences nous a assurés que 30 dossiers ont été traités et validés et qu'il ne restait que le cachet du ministre. Mais aucun de ces dossiers n'a connu un suivi.» Pour sa part, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Rachid Harroubia, a indiqué que le certificat d'équivalence «n'est ni une opération mécanique ni administrative.

Elle ne relève pas des prérogatives d'un directeur central ni de celles du ministre de l'Enseignement supérieur». Toutefois, il affirme que les dossiers de ces diplômés ont été remis à des commissions techniques, composées de professeurs spécialisés dans le domaine des mémoires présentés. Et d'ajouter : «Certes, l'étude de ces mémoires prend du temps mais chaque semaine, nous délivrons entre 30 et 40 certificats d'équivalence.»

Rym Nasri

**ÉGYPTE**

**Le gouvernement multiplie  
les mesures de «détente»**

*La situation commence à se «tasser» progressivement en Égypte. Au 14<sup>e</sup> jour du soulèvement contre Mubarak, la tension a encore baissé, hier, de plusieurs crans. La place Tahrir ne désemplit certes pas, mais la vie et la politique reprennent doucement leur cours normal.*

**Kamel Amarni - Alger**

**(Le Soir)** - A l'exception d'un incident signalé le matin, dans la ville de Rafah, près de Ghaza, à l'est du pays où, selon l'AFP, «des hommes armés ont tiré quatre roquettes contre une caserne de police», seule la désormais emblématique place Tahrir, au centre du Caire, a fait parler d'elle hier.

C'est d'ailleurs là que des manifestants ont bloqué, des heures durant, l'accès à l'imposant bâtiment gouvernemental abritant l'administration centrale. Mais pour le reste, les manifestants continuent leur rassemblement ininterrompu dans une admirable ambiance pacifique.

La vie ordinaire gagne peu à peu du terrain dans le reste du Caire et ailleurs. Et

Mubarak ? Il est toujours là. La matinée, il a tenu une réunion, bien sûr médiatisée par la télévision égyptienne, avec le vice-président Omar Souleymane et le président du Parlement.

Le général Souleymane, qui avait clairement déclaré, jeudi, que «le départ immédiat du président Mubarak est hors de question» et que «toutes les décisions qu'il (Mubarak ndlr) avait annoncées dans son dernier discours seront appliquées à la lettre», conduit, depuis dimanche, les négociations avec l'opposition, y compris le mouvement des Frères musulmans, interdit en tant que parti politique depuis 1954.

Ces derniers affirmaient en public que «les proposi-

tions du gouvernement sont insuffisantes», mais le porte-parole de ce même gouvernement n'a pas manqué, pour sa part, d'indiquer qu'«un consensus entre tous les participants» à la rencontre de dimanche dernier a été dégagé.

Particulièrement au sujet de la prochaine révision de la Constitution et des présidentielles à venir. Y étaient également associés d'autres forces politiques comme les parti Wafd et Tagamou, mais aussi des représentants des mouvements des jeunes ayant déclenché les événements.

L'encore président officiel en Égypte, Hosni Mubarak, a donc tenu la réunion d'hier certainement pour montrer qu'il était toujours aux commandes. Tard dans la nuit de dimanche à lundi, Barack Obama, qui a encore une fois plaidé en faveur d'une «transition ordonnée et significative», a répondu ceci

au sujet de Mubarak : «Lui seul sait ce qu'il va faire. Ce que nous savons déjà, c'est que l'Égypte ne va pas retourner en arrière».

Le président américain ne veut ainsi toujours pas trop charger l'allier Mubarak.

Le pouvoir égyptien profite de la détente apparente depuis samedi pour multiplier, dans la journée d'hier, des mesures «de bonnes volontés».

L'on a ainsi annoncé l'allègement du couvre-feu, dont la durée a été réduite d'une heure, une augmentation salariale de l'ordre de 15% pour les fonctionnaires à partir du 1<sup>er</sup> avril 2011 ainsi que la libération du représentant régional pour le Moyen-Orient du géant Google, un Égyptien arrêté le 28 janvier dernier par des policiers en civil alors qu'il prenait part aux manifestations anti-Mubarak.

K. A.

**LE CAIRE, L'ORIENT-EXPRESS**

**L'Égypte entre Fouad Nedjm  
et Barack Obama**

*Fouad Nedjm, le sublime poète populaire égyptien, appréciait particulièrement l'expression tout algérienne «m'khalta bekraâ kelb» (mélangé avec le meilleur ustensile, la patte de chien).*

De notre bureau  
de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

A Béjaïa (festival de la chanson engagée - année 1980), il me disait : «Cette expression ou ce proverbe dit le mieux, avec raffinement, la situation du monde arabe.»

Le surréalisme et les trahisons arabes de l'époque, le traité dit de paix entre Israël et l'Égypte sadeto-mubarakienne, bien rendus par le duo Fouad-Nedjm-Cheikh Imam dans «Charraftna, Nixon Baba» (Vous nous honorez, Monsieur Nixon), laissaient alors, pantois, sans parole, le plus résistant des résistants. Pourquoi la métaphore algérienne plairait-elle, à ce point, à l'un des grands poètes de son

temps ? Son originalité ? Son impertinence ? Son côté irrévérencieux, iconoclaste ? On ne parle pas comme ça de patte de chien en évoquant des choses graves, sérieuses. Il y avait, sans doute, et l'avisé Nedjm le comprit d'instinct — d'instinct de poète — un peu de tout dans la sentence.

Ironie du sort ou juste retour des choses, c'est maintenant en Égypte que les choses deviennent brouillées, illisibles, pour le commun des mortels. Certes, il s'agit de célébrer de façon ostentatoire, sans modération, les humiliations quotidiennes, maintenant, que le grand peuple d'Égypte fait subir à la dynastie Mubarak. Certes, il faut se réjouir que le square de la Libération (Maydane Ettahrir) devienne le lieu de culte de Misr. Demain, il deviendra lieu de pèlerinage.

Il faut aimer et le clamer le cri de révolte sorti des profondeurs du Nil, l'Intifadha des damnés de l'Égypte, l'insurrection des braves du Caire, de

Suez, d'Alexandrie, de Mansourah et d'ailleurs. Ne boudons pas notre plaisir d'entendre, cela ne s'est pas passé depuis trente ans, Foued Nedjm parler, argumenter, convaincre, s'exprimer au square Ettahrir et sur des chaînes satellitaires.

Pour autant, l'expression chère à Nedjm est de mise «m'khalta bekraâ kelb». Questionnement : les Frères musulmans iront-ils jusqu'à poignarder dans le dos le square Ettahrir ? Les premiers contacts qu'ils assument avec Omar Souleimane, l'homme des Américains, le laissent croire. Les insurgés de l'Égypte qui, depuis le 25 janvier réclament le départ de Mubarak, comprendront-ils le revirement-trahison des Frères musulmans ?

Que sera l'Égypte devenue, demain ? Aujourd'hui ? Nul ne le sait, et Fouad Nedjm appréciera davantage sa maxime algérienne prisée «m'khalta bekraâ kelb».

A. M.

**DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES**

**Sonelgaz résolue pour le photovoltaïque et le solaire**

*Le premier panneau photovoltaïque de fabrication algérienne verra le jour en 2013. Le groupe Sonelgaz projette la réalisation d'une centrale solaire thermique à concentrateurs et d'une usine de fabrication de silicium.*

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Hier, le groupement allemand Centrotherm / Kinetics a été retenu, provisoirement, pour la réalisation d'une usine de fabrication de modules photovoltaïques, à Rouiba, d'une puissance totale de 116 MWc/an. Avec une offre commerciale de 29,820 milliards de dinars et un coût moyen du watt – crete de 168,447 DA, le plus bas et très compétitif, ce groupement devance deux autres concurrents allemands. Il s'agit des sociétés Roth &

Rau et Schmid qui avaient proposé respectivement 32,656 milliards de dinars pour 180,205 DA le Wc et 64,737 milliards de dinars pour un coût du watt – crete de 286,368 DA. Ces trois sociétés avaient été retenues, le 6 juillet 2010, en phase technique, dans le cadre de l'appel d'offres lancé en décembre 2009 par la Compagnie de l'engineering de l'électricité et du gaz (CEEG) pour le compte de Rouiba Eclairage, filiales de la holding Sonelgaz, pour la réalisation de cette usine, sur une superficie de 43 000 m², et avec un effectif prévisionnel de 500 employés. En recourant à la sous-traitance nationale pour les études et les travaux de génie civil et de fourniture notamment, en utilisant la technologie avancée du silicium multicristallin, la société allemande contribuera à

la réalisation inédite du premier panneau ou module photovoltaïque de fabrication algérienne en 2013. Ce qui permettra, selon le P-dg de Sonelgaz, Nouredine Boutarfa, à l'Algérie de figurer parmi les leaders mondiaux du photovoltaïque, à l'horizon 2020. A charge cependant de développer l'intégration industrielle dans ce domaine, la mobilisation des compétences techniques et d'ingénierie locales, la formation, l'octroi d'avantages en matière d'investissement à Sonelgaz. En notant que le groupe projette la réalisation d'une usine de fabrication de silicium en Algérie, un projet en bonne voie de maturation. Et d'autant que le groupe Sonelgaz se lance, de manière graduelle mais résolument, dans le développement des énergies renouvelables dont le solaire, l'éolien et le

photovoltaïque, pour une capacité de plus de 5000 MW d'ici 2020 et de 12 000 MW à l'horizon 2030. A ce propos, le P-dg de Sonelgaz a évoqué le projet de réalisation d'une centrale solaire thermique à concentrateurs solaires paraboliques (CSP). Un projet qui devrait être lancé à court terme, à El Oued, pour une capacité de 150 MW.

Quant à l'exportation de l'électricité générée par les énergies renouvelables, de l'ordre de 10 000 MW, M Boutarfa a estimé que l'investissement financier étranger, dans le cadre du partenariat, reste primordial. Quant au développement de l'électronucléaire, la génération d'électricité à partir du nucléaire, le P-dg de Sonelgaz a indiqué que cette option est en cours d'examen.

C. B.